



La bataille de PSA :

## **ENSEMBLE ON PEUT GAGNER !**

L'annonce de la suppression de 8000 emplois et de la fermeture du site d'Aulnay, tombée avant les vacances d'été, n'était pas vraiment une surprise. Le patronat veut faire de cette question un test sur sa capacité à nous écraser.

En ce sens la fermeture d'Aulnay est une digue, et si elle saute c'est toute une série d'autres usines qui fermeront derrière. Les patrons d'autres groupes automobiles l'annoncent déjà. « Si quelqu'un commence à restructurer, cela obligera tout le monde à suivre... », avait dit, en mars dernier, le président de Renault. Dix autres usines pourraient disparaître en Europe dans les deux ou trois ans à venir, et avec elles 80 000 emplois.

Le choix du site d'Aulnay n'est en ce sens pas un fait de hasard. Aulnay a été pendant ces dernières années un bastion de combativité au sein du secteur automobile. Si le patronat réussit à briser la résistance des travailleurs là où elle est censée être la plus dense, il pourra déclencher une offensive plus importante.

### **Briser l'isolement : vers un comité de lutte intersites et une grève de tout le groupe !**

Il est évident que dans la situation actuelle une lutte, si forte soit-elle, si elle reste cantonnée dans un seul site, ne sera pas capable de faire plier la direction de PSA. Seule l'extension du conflit à d'autres sites du groupe, voire à un mouvement d'ensemble contre les licenciements qui s'annoncent un peu partout en ce moment, serait capable de créer le rapport de force nécessaire. Cela est d'autant plus possible que tous les sites de PSA sont touchés par le plan de la direction, que ce soit sous la forme de suppressions d'emploi, de la flexibilisation ou de la dégradation des conditions de travail.

L'exemple le plus clair est celui de « l'accord de compétitivité », envisagé sur le site de Sevelnord, comme chantage patronal pour ne pas fermer ce site. Il comprend : a) gel des salaires pendant deux ans, b) mobilité forcée des travailleurs sur d'autres sites, même sur des postes à salaire inférieur, voir des « prêts » de salariés à d'autres groupes, c) fin de l'indemnité à 90% pour le chômage partiel, d) réduction et mise à disposition de l'employeur des journées de RTT, e) temps de rattrapage obligatoire si les objectifs de production ne sont pas atteints, f) baisse des indemnités et primes pour le travail samedi ou en équipe de nuit... C'est à dire une attaque frontale contre les conditions de travail et les acquis des salariés qui pourrait ensuite être étendu aux autres sites puisque Varin s'est déjà déclaré « prêt à partager ce qui fonctionne ».

Les conditions sont donc réunies pour proposer une lutte d'ensemble des travailleurs, puisque nous sommes tous attaqués. Et c'est bien ce dont les patrons ont peur, puisqu'ils font tout pour diviser.

Un certain nombre d'initiatives pourraient être prises dans l'immédiat pour tenter de construire une bagarre d'ensemble :

- Une tournée de copains de PSA Aulnay sur tous les sites du groupe, avec l'organisation de meetings/réunions avec les salarié-e-s pour expliquer la situation et la nécessité de se battre ensemble.
- L'extension du « comité de préparation à la lutte » qui existe à Aulnay à tous les sites, avec des comités par site réunissant des délégués d'atelier, syndiqués ou pas, et la mise en place d'une coordination intersites.
- La préparation d'une journée de grève nationale contre toutes les suppressions d'emploi dans le groupe et en solidarité avec les ouvriers d'Aulnay, contre la fermeture et dans la perspective d'un mouvement de grève reconductible.

LA RÈGLE D'OR DE PSA-CITROËN



## **Aucune confiance dans le gouvernement ! Expropriation de la famille Peugeot !**

Après quelques déclarations d'intention démagogiques avant les vacances, Hollande et Montebourg ont déjà montré assez clairement qu'ils ne feront rien pour empêcher la fermeture du site d'Aulnay et les suppressions d'emploi dans l'ensemble du groupe.

Au contraire, le gouvernement fait tout pour mieux faire passer la pilule des attaques contre les salariés. C'est le sens de la commande d'un rapport d'expert (Sartorius) pour démontrer la soi-disant inévitabilité des réductions d'effectifs à PSA.

Si pour le gouvernement le plan de PSA était « inacceptable » avant l'été, maintenant selon lui « *des mesures de redressement sont indispensables* » et il s'agit de faire en sorte que le plan soit « *limité au strict nécessaire* ».

On voit bien qu'on ne peut avoir aucune confiance envers la médiation de l'Etat, et donc dans les négociations tripartites, et que les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces et leur propre capacité de mobilisation. Et d'autre part que les « rapports d'experts » sont souvent un piège pour les salariés, car leurs conclusions sont tirées selon l'optique des patrons, de la rentabilité et non pas de la survie de nos familles !

C'est pourquoi seul le contrôle des travailleurs eux-mêmes sur les comptes de l'entreprise peut apporter une solution de fond, qui permettrait d'aller chercher l'argent là où il est, dans les poches des actionnaires et en particulier de la famille Peugeot, avec ses plus de quatre milliards d'euros en Suisse.

L'Etat a déjà versé des millions pour sauver les entreprises et les bénéficiaires de ces « pauvres patrons ». Il faut aujourd'hui lui réclamer l'expropriation et la nationalisation sous contrôle des travailleurs de tout le groupe PSA. Il s'agit de la seule solution de fond à la crise du secteur automobile.



## **Faire converger les luttes, au-delà du secteur automobile : pour un mouvement national contre les licenciements et le chômage !**

Aujourd'hui, même si le dossier PSA se trouve sur le devant de la scène, la vague de licenciements dépasse très largement le secteur automobile. A Doux, Air France, Sodimédical, Sanofi, Plysorol, Ethicon, Carrefour, La Redoute, ainsi que dans bien d'autres entreprises où les conflits sont moins médiatisés, c'est des centaines de milliers d'emplois qui sont en jeu. Le fait que PSA Aulnay soit au centre de la situation a des implications importantes. D'une part parce que si la fermeture d'Aulnay passe, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui sera dans de plus mauvaises conditions pour résister aux attaques des patrons. C'est pourquoi il faut construire un grand front de solidarité tout de suite. Mieux, la lutte de PSA est aujourd'hui en mesure de lancer un appel à fédérer toutes les bagarres, à coordonner toutes les actions, dans la perspective d'un grand mouvement national contre les licenciements et le chômage, mouvement qui poserait la question de la nationalisation sous contrôle des travailleurs de toute entreprise qui ferme ou licencie et du partage des heures de travail jusqu'à en finir avec le chômage. Il est encore temps de commencer, mais pour cela il faudra une véritable « guerre », qui mobilise toutes les « armées » de notre classe.

## **TOUS AU MEETING DE LUTTE !**

**Avec des salariés de PSA,  
Air France, Sanofi, etc.**

**Samedi 29 septembre  
à 14h00**

**Quartier de la Rose des  
vents (cité des 3000)**

**Place Jupiter - à côté du  
Centre commercial le Galion à  
Aulnay**